

7 mars	— N° 151 A. E. — Arrêté approuvant et rendant exécutoires les budgets 1943 des sociétés indigènes de prévoyance de Lomé, Tsévié et Bassari	183
Additif à l'arrêté	n° 126 C. P. S. du 24 février 1943 fixant les prix de vente de certains articles d'importation	184
Personnel		184
Divers		186

ACTES DE LA COMMUNE-MIXTE DE LOMÉ

1943

24 février	— N° 1 — Arrêté municipal créant une taxe sur les bicyclettes	189
24 février	— N° 2 — Arrêté municipal créant une taxe sur les chiens	189
24 février	— N° 3 — Arrêté municipal relatif à l'encombrement des marchés de la ville de Lomé	189

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines		190
----------	--	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Amnistie

N° 125 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 février 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1^o — L'ordonnance du 30 janvier 1943 amnistiant certains personnels militaires;

2^e — L'ordonnance du 30 janvier 1943 amnistiant certains personnels civils.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ORDONNANCE du 30 janvier 1943 amnistiant certains personnels militaires.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les personnels militaires, jugés ou en instance de jugement pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat dans les affaires de tendance pro-alliée se rapportant, soit à la reprise de la guerre par la France, soit à des faits de prise de service ou de tentatives de prise de service dans les armées alliées ou associées, soit à des services rendus aux puissances alliées, entre le 10 juin 1940 et le 13 novembre 1942, quelle que soit la nature de l'infraction commise, seront amnistiés de plein droit.

ART. 2. — Ces personnels seront réintégrés immédiatement, à titre provisoire, dans les emplois qu'ils occupaient antérieurement à leur prévention ou condamnation jusqu'à ce qu'une décision individuelle ait pu être prise.

ART. 3. — Leurs dossiers seront examinés par une commission spéciale qui devra statuer dans les trois mois, à seule fin de vérifier que les faits incriminés se rapportent exclusivement aux charges définies à l'article 1^{er} ci-dessus. Les propositions de cette commission seront soumises, pour décision, au général commandant en chef (major général).

ART. 4. — Le major général est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 30 janvier 1943.

H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 30 janvier 1943 amnistiant certains personnels civils.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les personnels civils, jugés ou en instance de jugement pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat dans les affaires de tendance pro-alliée se rapportant, soit à la reprise de la guerre par la France, soit à des faits de prise de service ou de tentatives de prise de service dans les armées alliées ou associées, soit à des services rendus aux puissances alliées, entre le 10 juin 1940 et le 13 novembre 1942, quelle que soit la nature de l'infraction commise, seront amnistiés de plein droit.

ART. 2. — Ces personnels seront réintégrés immédiatement, à titre provisoire, dans les emplois qu'ils occupaient antérieurement à leur prévention ou condamnation jusqu'à ce qu'une décision individuelle ait pu être prise.

ART. 3. — Leurs dossiers seront examinés par une commission spéciale constituée auprès de chacun des gouverneurs généraux ou résidents généraux et qui devra déclarer dans les 3 mois, si les faits incriminés se rapportent exclusivement aux charges définies à l'article 1^{er} ci-dessus. Les propositions de cette commission seront soumises, pour décision, au général commandant en chef (major général).

ART. 4. — Le major général et les gouverneurs généraux et résidents généraux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 30 janvier 1943.

H. GIRAUD.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Dénombrement des étrangers sans nationalité et des ressortissants Libano-Syriens

ARRETE N° 678/C. M. 3 du 19 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, instituant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée;

Vu la loi du 11 juillet 1938 relative à l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 18 mai 1939 rendant applicable aux territoires relevant du ministère des colonies le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 10 septembre 1939 relatif au dénombrement dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des étrangers bénéficiaires du droit d'asile;

Vu le décret du 3 novembre 1939 relatif à la révision des étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile;

Vu le décret du 11 mars 1940, appliquant dans les colonies françaises aux ressortissants de tous nos territoires d'outre-mer, les dispositions du décret-loi du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile, imposées aux français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre étendu aux colonies par décret du 18 mai 1939;

Vu le télégramme d'Etat n° 450 du 16 mars 1940 du ministre des colonies;

Vu l'arrêté n° 655/A. P. du 22 mars 1940 promulguant en Afrique occidentale française le décret du 11 mars 1940;

Vu l'arrêté n° 736/c. M. du 8 avril 1940, relatif au dénombrement et à la révision des ressortissants Libano-Syriens;

Vu l'arrêté n° 191/c. M. 3 du 15 janvier 1943, relatif à la mobilisation en A. O. F. et au Togo des réservistes français et originaires et des étrangers sans nationalité, bénéficiaires du droit d'asile, ou protégés, et son modificatif n° 365/c. M. 3 du 29 janvier 1943;

Sur la proposition du général, commandant en chef des forces terrestres, aériennes et maritimes de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Seront recensées dans toutes les colonies du groupe et au Togo, dès la publication du présent arrêté, les catégories suivantes d'étrangers, résidant en A. O. F. et figurant sur le relevé général des étrangers :

a) Les étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile, des classes 1924 à 1943 incluses;

b) Les ressortissants Libano-Syriens appartenant aux classes d'âge 1941-1942-1943;

c) Les ressortissants Libano-Syriens appartenant aux classes 1924 à 1940 incluses, qui ont été omis lors des opérations de recensement prévues par l'arrêté 736/c. M. du 8 avril 1940.

ART. 2. — Les étrangers et ressortissants Libano-Syriens visés à l'article premier ci-dessus, ainsi que les ressortissants Libano-Syriens des classes 1924 à 1940 omis et exemptés par les conseils de révision constitués par l'arrêté n° 736/c. M. du 8 avril 1940, tous assujettis à fournir des prestations aux autorités militaires, comparaitront devant les commissions de révision définies à l'article 3 du décret du 3 novembre 1939 qui se tiendront à partir du 10 mars aux mêmes lieux que les conseils de révision des citoyens français.

ART. 3. — Les gouverneurs des colonies, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de France au Togo, le général, commandant en chef des forces terrestres, aériennes et maritimes de l'A. O. F., le directeur de la sûreté générale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié, communiqué partout où besoin sera et sera publié aux *Journaux officiels* de l'A. O. F. et du Togo.

Dakar, le 19 février 1943.

P. BOISSON.

Cour d'appel de l'A. O. F. et du Togo

N° 719. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

22 février 1943. — En exécution des dispositions de l'article 55 du décret du 22 août 1928, déterminant le statut de la magistrature coloniale, la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérimaires du siège dans le ressort de la cour d'appel de l'A. O. F. et du Togo, pendant l'année 1943, est arrêtée comme suit :

Togo

M.M. Deluz Georges, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, licencié en droit.

d'Arcimoles Hervé, adjoint de 2^e classe des services civils, licencié en droit.

Pagès Georges, adjoint de 2^e classe stagiaire des services civils, licencié en droit.

Ordonnateurs secondaires

ARRETE N° 780/F. I. B. du 22 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F.;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 4704 F. I./A. du 31 décembre 1942 créant le budget des transports;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le directeur des transports est ordonnateur délégué du budget des transports et des comptes hors budget qui y sont rattachés. Il est ordonnateur secondaire du budget général extraordinaire pour les parties de ce budget intéressant les exploitations relevant de la direction des transports.

ART. 2. — Le directeur du Dakar-Niger et dans chaque colonie ou territoire, les chefs de services des ports et transports sont ordonnateurs secondaires du budget des transports. Ils sont sous-ordonnateurs du budget général extraordinaire pour les dépenses de ce budget intéressant leur service.

Dakar, le 22 février 1943.

P. BOISSON.

Charbons

ARRETE général N° 795 S. E./F. du 22 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;